

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/114

G/SCM/W/123

20 octobre 1995

(95-3186)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE BUREAU DES AFFAIRES
ECONOMIQUES ET COMMERCIALES DE HONG KONG¹ AU SUJET
DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
AUSTRALIENNES²

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 octobre 1995.

Loi douanière de 1901

Partie XVB - Dispositions spéciales relatives aux droits antidumping

Question 1 Article 269TAAD - Opérations commerciales normales

Pour que les autorités puissent déterminer si des ventes à des prix inférieurs aux coûts sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles, la note de bas de page 4 relative à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que cette longue période devrait normalement être d'un an, mais ne sera en aucun cas inférieure à six mois. L'article 269TAAD (page 20) ne définit pas l'expression "longue période".

Observation: Rien n'indique si l'expression "longue période" est définie ailleurs. L'absence de définition peut conduire à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire non nécessaire par les autorités australiennes. Ce type d'incertitudes devrait être évité, compte tenu des principes directeurs explicites de l'Accord antidumping de l'OMC.

Questions: Sur quoi se fonderaient les autorités australiennes pour déterminer la "longue période"? Quelle est la disposition légale pertinente?

Réponse 1

L'article 269TA de la Loi douanière et l'article 12 1) de la Loi relative à l'Autorité antidumping disposent que le Ministre peut donner des instructions écrites aux fins de l'administration des dispositions antidumping de la Loi douanière. Les instructions ministérielles sont des instruments qui n'ont pas force probante et, en tant que tels, ils doivent être soumis au Parlement australien pour que celui-ci

¹G/ADP/W/31-G/SCM/W/38.

²G/ADP/N/1/AUS/1-G/SCM/N/1/AUS/1.

puisse en examiner la teneur et la portée. Si le Parlement n'a pas d'objection à formuler à leur sujet, leur validité est confirmée dans un délai prescrit.

Une instruction ministérielle a été publiée le 4 septembre 1990, selon laquelle les termes "longue période" devraient être interprétés dans le sens d'une période "rarement, voire jamais, ... inférieure à 12 mois". Il n'a donc pas été jugé nécessaire d'inclure dans la législation une disposition spécifique contenant une définition semblable à celle qui figure dans la note de bas de page 4 relative à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. (On trouvera ci-joint un exemplaire de l'instruction ministérielle.)

Question 2 Article 269TAAD 1) - Ventes à des prix inférieurs aux coûts

La note de bas de page 5 relative à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que, sur une longue période, les ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires sont effectuées en quantités substantielles lorsque le volume de ces ventes ne représente pas moins de 20 pour cent du volume vendu dans les transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale.

L'article 269TAAD 1) (page 20) dispose que les ventes à des prix inférieurs aux coûts sont considérées comme ayant été effectuées en quantités substantielles sur une longue période si le volume de ces ventes au cours de cette période n'est pas inférieur à 20 pour cent du volume total des ventes au cours de ladite période.

Observation: La législation australienne ne devrait pas prévoir une période de référence différente de celle indiquée dans l'Accord antidumping de l'OMC. L'absence apparente de définition de l'expression "longue période" peut permettre aux autorités australiennes de manipuler cette notion de manière à trouver suffisamment de ventes effectuées à des prix inférieurs aux coûts.

Question: Pourquoi la législation australienne ne prévoit-elle pas une période de référence comme celle indiquée dans l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 2

Se référer à la réponse 1.

Une instruction ministérielle a été publiée le 4 septembre 1990, selon laquelle les termes "longue période" devraient être interprétés dans le sens d'une période "rarement, voire jamais, ... inférieure à 12 mois". Ainsi, cette expression est compatible avec la note de bas de page 4 relative à l'article 2. Compte tenu de l'instruction ministérielle, les autorités australiennes chargées de l'enquête ne peuvent manipuler la période de référence ainsi qu'il est prétendu.

Question 3 Article 269TAAD 4) - Etablissement de la valeur normale

S'agissant de la valeur normale, l'article 2 de l'Accord antidumping de l'OMC se réfère généralement au coût du produit lui-même sans mentionner sa détermination par les autorités. L'article 269TAAD 4) (page 20) fait référence aux coûts des marchandises "déterminés par le Ministre".

Observation: La législation australienne introduit un élément de subjectivité et un pouvoir discrétionnaire dans le calcul de la valeur normale.

Questions: Si le Ministre détermine les coûts des marchandises d'une manière erronée quant aux faits, bien que de bonne foi, la législation prévoit-elle des voies de recours pour les parties affectées? Si tel n'est pas le cas, comment la législation australienne mettrait-elle en oeuvre l'obligation découlant de l'Accord antidumping?

Réponse 3

L'article 269TAAD 4) précise que le coût des marchandises est calculé en additionnant le montant déterminé par le Ministre comme étant le coût de production ou de fabrication des marchandises, les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général liés à la vente des marchandises. L'article 269TAAD 5) impose au Ministre de déterminer ces montants de la manière prévue aux articles 180 et 181 de la réglementation douanière, qui correspondent à l'article 2.2.1.1.

Conformément à la Loi relative à l'interprétation des lois, le pouvoir de prendre une décision comprend le pouvoir de revoir ou de modifier cette décision. Au cas où il serait allégué que la détermination de la valeur normale est erronée quant aux faits et où le Ministre accepterait cette allégation, il reverrait sa décision. La nouvelle décision, ou la décision de ne pas accepter l'allégation selon laquelle une erreur a été commise quant aux faits, pourrait faire l'objet d'une révision dans le cadre du droit administratif australien (en particulier de la Loi sur les décisions administratives (révision judiciaire)).

Question 4 Article 269TAAD - Transactions entre parties indépendantes

L'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC ne fait aucune référence aux "transactions entre parties indépendantes" lorsqu'il indique les circonstances dans lesquelles ont lieu les opérations commerciales normales. L'article 269TAAD (page 20) prévoit des "transactions entre parties indépendantes", définies à l'article 269TAA.

Observation: La raison d'une telle disposition supplémentaire n'est pas évidente.

Question: Pourquoi la législation australienne comprend-elle cette disposition qui n'est pas prévue dans l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 4

L'article 269TAA, qui traite des transactions entre parties indépendantes, n'a pas été adopté ni modifié compte tenu des résultats du Cycle d'Uruguay. Il fait partie de la législation australienne depuis très longtemps.

La prescription selon laquelle les transactions doivent être des transactions entre parties indépendantes garantit que le prix payé n'est pas un prix sur lequel on ne peut se fonder du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'acheteur (selon le critère énoncé à l'article 2.3, qui porte sur le prix à l'exportation).

L'article 2.1 dispose que le dumping peut être établi à la suite d'une comparaison entre le prix à l'exportation et le prix comparable du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. Toutefois, cet article donne une précision quant au prix à prendre en considération, à savoir qu'il doit être pratiqué "au cours d'opérations commerciales normales".

Selon l'Australie, la notion de "parties indépendantes" est à prendre en compte pour la définition et le choix des ventes qui sont considérées comme réalisées au cours d'opérations commerciales normales.

Cette interprétation n'est pas incompatible avec l'article 2.1. La première phrase de cet article ne donne pas de définition exhaustive des ventes sur le marché intérieur qui peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. Elle permet simplement d'exclure du champ d'application de cette notion certaines transactions sur le marché intérieur "en raison de leur prix". Elle n'interdit donc pas d'utiliser d'autres facteurs, comme la notion de "parties indépendantes", pour exclure certaines transactions sur le marché intérieur de la notion d'"opérations commerciales normales".

Question 5 **Meilleurs renseignements disponibles**

Article 269TAB 3)	-	Prix à l'exportation
Article 269TAC 6)	-	Valeur normale
Réglementation douanière		
Régl. 180 6)	-	Détermination des coûts
Régl. 181 4)	-	Détermination des coûts et des bénéfices

L'article 6.8 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que, lorsqu'une partie intéressée ne communique pas les renseignements nécessaires, la détermination peut être établie sur la base des données de fait disponibles. Dans ce cas, les autorités doivent suivre les procédures détaillées qui sont décrites à l'Annexe II. Pour l'établissement du prix à l'exportation, l'article 269TAB 3) (page 23) prévoit que, lorsque le Ministre a la certitude que le prix à l'exportation des marchandises ne peut pas être déterminé conformément aux paragraphes précédents parce que des renseignements suffisants n'ont pas été fournis ou qu'il n'est pas possible de les obtenir, le prix à l'exportation de ces marchandises est celui que fixe le Ministre en tenant compte de tous les renseignements pertinents. On trouve des dispositions similaires pour la détermination de la valeur normale, des coûts et des bénéfices. La législation australienne notifiée ne contient apparemment pas les procédures détaillées qui sont décrites à l'Annexe II de l'Accord antidumping de l'OMC.

Observation: Les dispositions énoncées à l'Annexe II sont des garanties procédurales importantes pour l'établissement de déterminations fondées sur les meilleurs renseignements disponibles, assurant qu'elles sont justes et équitables dans l'intérêt de toutes les parties concernées. Afin de mettre en oeuvre fidèlement l'Accord antidumping de l'OMC, les autorités australiennes doivent suivre ces procédures. Si la législation australienne ne contient pas ces dispositions, les autorités australiennes disposeraient d'un pouvoir discrétionnaire étendu qui ne serait pas soumis à un examen procédural.

Questions: La législation australienne contient-elle les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'Annexe II? Si tel n'est pas le cas, comment l'Australie mettrait-elle en oeuvre ses obligations au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 5

La Loi sur les décisions administratives (révision judiciaire) oblige l'Administration australienne à respecter les principes élémentaires de la justice et de l'équité en matière de procédure. Un organe de décision doit donner à toutes les parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts et de faire des observations sur l'information et les prétentions des autres parties, prendre en considération tous les facteurs pertinents et agir de manière raisonnable, faute de quoi la Cour fédérale pourra annuler sa décision et lui renvoyer l'affaire pour qu'il la réexamine.

Ce cadre juridique dans lequel fonctionnent les administrations publiques australiennes garantit que les procédures et les pratiques sont au moins conformes aux normes d'équité procédurale établies par l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping. Il n'a donc pas été jugé nécessaire d'insérer des dispositions particulières portant sur l'équité en matière de procédure.

Les règles de procédure en vigueur en Australie obligeront le Ministre, avant de faire abstraction des renseignements qu'il jugerait "douteux", à s'assurer qu'il a été donné aux parties intéressées une possibilité raisonnable de s'exprimer sur les motifs avancés par le Ministre pour écarter ainsi l'information fournie.

L'Australie reconnaît que les dispositions de l'Annexe II constituent des sauvegardes procédurales importantes garantissant que les déterminations sont fondées sur les renseignements pertinents disponibles, ce qui permet d'assurer des déterminations justes et équitables dans l'intérêt de toutes les parties en cause. Le cadre juridique dans lequel fonctionnent les administrations publiques australiennes garantit que les procédures et les pratiques sont au moins conformes aux normes d'équité procédurale requises.

Question 6 Article 269TAB 2) c) - Prix à l'exportation

Afin d'assurer une comparaison équitable, l'article 2.4 prévoit qu'il devrait être tenu compte des bénéfices dans le cas où le prix à l'exportation est construit en vertu de l'article 2.3.

A l'article 269TAB 2) (page 23) l'une des déductions prescrites dans la construction du prix à l'exportation est le bénéfice réalisé sur la vente par l'importateur. Ou bien, s'il le prescrit, le Ministre peut fixer le taux d'après lequel le bénéfice doit être calculé.

Observation: On ne sait pas comment le bénéfice serait calculé et dans quelle situation le Ministre déciderait de fixer un taux.

Questions: Y a-t-il un niveau de bénéfice prescrit? L'Accord antidumping de l'OMC comprend de nouvelles lignes directrices sur la manière de déterminer le taux de bénéfice pour la valeur normale construite (par exemple utilisation des données réelles). La détermination du bénéfice dans le prix à l'exportation suit-elle des lignes directrices similaires à celles qui sont applicables pour la valeur normale construite? Dans quelles circonstances et selon quels critères le Ministre fixera-t-il le taux? Comment la législation australienne ferait-elle en sorte qu'une telle décision satisfasse à la prescription d'une comparaison équitable, comme l'exige l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 6

L'article 2.4 de l'Accord antidumping impose aux autorités, dans les cas où le prix à l'exportation est construit, de tenir compte "des frais ... intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices". Cette prescription a été incluse afin de ramener le prix à l'exportation construit à un niveau permettant une comparaison équitable avec la valeur normale.

Conformément à l'article 269TAB 2), le bénéfice est le bénéfice réalisé sur la vente par l'importateur ou le bénéfice calculé d'après le taux fixé par le Ministre. Cette disposition contient nécessairement un élément discrétionnaire. Le taux est habituellement fixé en fonction des bénéfices antérieurs réalisés par l'importateur sur la vente des marchandises. Si ces renseignements sont jugés douteux, parce que les transactions n'ont pas été réalisées entre parties indépendantes, ou ne sont pas disponibles pour le produit en question, le taux sera alors fixé en fonction, par exemple, du groupe

de produits, du centre de profit ou des opérations totales de l'entreprise, selon les circonstances propres à chaque cas. Cette méthode garantit qu'une comparaison équitable est effectuée sur la base des renseignements disponibles.

Question 7 **Article 269TAC 2) a) i) - Ventes intérieures insuffisantes**

La note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 dispose que les ventes du produit similaire dans le pays exportateur seront normalement considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré au Membre importateur, étant entendu qu'une proportion plus faible pourrait être acceptable dans les cas où il existe des éléments de preuve appropriés. L'article 269TAC (page 23) ne précise pas ce qui constituerait un faible volume de vente, mentionné au paragraphe 2) a) i).

Observation: On ne sait pas si les lignes directrices ont été mises en oeuvre dans une autre partie de la législation australienne. Dans les cas où l'Accord antidumping de l'OMC a énoncé des lignes directrices précises, les autorités australiennes devraient être tenues par la loi de les suivre. La question ne devrait pas être laissée à l'appréciation des autorités australiennes, sans dispositions légales.

Questions: Sur quoi se fonderaient les autorités australiennes pour déterminer ce qui constitue un "faible volume" de ventes? Comment l'Australie mettrait-elle en oeuvre l'obligation qui lui incombe au titre de la note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 d'établir une ligne directrice concernant le "faible volume"?

Réponse 7

L'article 269TAC 2) a) i) prévoit que les ventes sur le marché intérieur peuvent être considérées comme non pertinentes aux fins de la détermination de la valeur normale conformément à l'article 269TAC 1) si elles sont effectuées en "faible volume". Un "faible volume" de ventes est défini à l'article 269TAC 14) comme étant inférieur à 5 pour cent du volume des marchandises visées qui sont exportées en Australie par l'exportateur, à moins que le Ministre n'ait la certitude qu'un volume plus faible est acceptable. Par conséquent, la note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 est incorporée dans la législation australienne.

Question 8 **Article 269TAC 4) c)-f) - Valeur normale de marchandises dans le cas d'une intervention du gouvernement**

L'article 18.1 de l'Accord antidumping de l'OMC interdit aux pays de prendre des mesures contre le dumping des exportations d'un Membre, si ce n'est conformément aux dispositions de l'Accord. L'Accord antidumping de l'OMC n'établit pas de distinction entre les pays à économie de marché et les pays à économie autre que de marché et ne contient aucune disposition distincte applicable uniquement aux pays à économie autre que de marché.

Toutefois, l'article 269TAC prévoit des procédures spéciales pour l'établissement de la valeur normale d'un produit exporté d'un pays à économie autre que de marché. De telles dispositions ne figurent pas dans l'Accord antidumping de l'OMC. En particulier, le paragraphe 4) f) prévoit que la valeur normale établie pour un pays à économie autre que de marché peut se fonder sur le prix à acquitter pour des marchandises similaires produites ou fabriquées en Australie. L'Accord antidumping de l'OMC ne prévoit pas une telle méthode d'établissement de la valeur normale.

Observation: L'article 269TAC permet à l'Australie de prendre des mesures antidumping à l'égard d'un Membre à économie autre que de marché, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC. Par conséquent, il s'agit d'une violation de l'article 18.1.

Question: Comment expliquer que l'Australie peut prendre des mesures antidumping à l'égard d'un Membre à économie autre que de marché, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC, en particulier de l'article 18.1?

Réponse 8

Il est reconnu à l'article 2.7 de l'Accord antidumping et à la note 2 relative au paragraphe premier de l'article VI du GATT de 1994 que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays à économie autre que de marché,

"la détermination de la comparabilité des prix aux fins du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée".

Cette difficulté est reconnue à l'article 269TAC 4), qui donne une base permettant d'établir la valeur normale par référence à un pays de substitution.

Question 9 Article 269TAC 9) - Comparaison équitable

L'article 2.4 dispose qu'il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale et que cette comparaison sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il donne également une liste de facteurs affectant la comparabilité des prix dont il sera dûment tenu compte.

L'article 269TAC 9) (page 26) exige que le Ministre procède, dans la détermination des frais, aux ajustements nécessaires pour que la valeur normale ainsi déterminée soit bien comparable au prix à l'exportation de ces marchandises.

Observation: Les ajustements nécessaires prévus par la législation australienne doivent garantir que la valeur normale déterminée est bien comparable au prix à l'exportation. L'objectif fixé dans l'Accord antidumping est primordial (comparaison équitable) et plus concret (même niveau commercial, normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées en même temps). La législation australienne omet également de mentionner des facteurs précis dont il sera dûment tenu compte, bien qu'ils soient prévus dans l'Accord antidumping de l'OMC. Il en résulte que les instructions données aux autorités australiennes pour procéder aux ajustements ne sont pas suffisantes.

Questions: Pourquoi la législation australienne n'énonce-t-elle pas des instructions précises pour que le Ministre procède aux ajustements nécessaires concernant les frais, comme il est prévu dans l'Accord antidumping de l'OMC? En l'absence de dispositions légales détaillées, comment les autorités australiennes s'acquitteraient-elles des obligations qui leur incombent, au titre de l'article 2.4,

de faire en sorte qu'il soit procédé à une comparaison équitable et qu'il soit dûment tenu compte des différences affectant la comparabilité des prix?

Réponse 9

L'article 269TAC 9) établit une base permettant d'effectuer les ajustements voulus lorsque la valeur normale repose sur le coût de fabrication. Conformément à cet article, le Ministre doit apporter tous les ajustements nécessaires aux coûts pour assurer une comparaison équitable. La législation australienne est rédigée en termes généraux et ne contient donc pas de liste de facteurs spécifiques.

Question 10 Article 269TAC 13) - Bénéfice dans l'établissement de la valeur normale

Lorsque les ventes de produits sur le marché à l'exportation ne permettent pas une comparaison valable, l'article 2.2 prévoit une comparaison avec le coût de production majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.

En vertu de l'article 269TAC 13) (page 27), le Ministre ne tiendra pas compte dans le calcul de la valeur normale du bénéfice dans le cas où ce calcul est nécessaire parce qu'il n'est pas tenu compte de ventes substantielles effectuées à un prix inférieur aux coûts, qui, pour des raisons de prix, sont considérées comme ne faisant pas partie d'opérations commerciales normales.

Observation: En aucun cas, l'Accord antidumping de l'OMC ne permet d'exclure le bénéfice. Une telle exclusion réduirait la valeur normale et rendrait plus facile la constatation de l'existence d'un dumping.

Questions: Pourquoi la législation australienne prévoit-elle d'exclure le bénéfice dans le calcul de la valeur normale? Comment expliquer une telle violation de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 10

L'article 2.2 impose aux autorités chargées de l'enquête, lorsque aucune vente n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales ou que les ventes ne permettent pas une comparaison valable, de déterminer un prix dans un pays tiers ou de construire une valeur normale en ajoutant au coût de production un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices. Deux situations sont donc envisagées dans cet article: i) aucune vente n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales; et ii) les ventes ne permettent pas une comparaison valable.

L'article 269TAC 13) porte sur la situation dans laquelle les ventes, parce qu'il a été constaté qu'elles ont été faites à perte en quantités substantielles durant une longue période et qu'il n'est pas vraisemblable que le coût puisse être recouvré dans un délai raisonnable, sont considérées comme n'ayant pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Dans ce cas, les autorités australiennes ne tiendront pas compte du bénéfice dans le calcul de la valeur normale. Cela revient à déterminer que le bénéfice est égal à zéro.

L'article 269TAC 13) a pour effet d'inclure un bénéfice égal à zéro plutôt qu'un bénéfice déterminé à partir d'autres sources, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.2.2 et dans l'article 181 de la réglementation douanière.

Cette approche n'est pas seulement raisonnable et compatible avec l'article 2.2; elle a aussi pour effet de réduire la marge de dumping et ne permet pas de constater plus facilement l'existence d'un dumping, comme la question le laisse supposer.

Le bénéfice entre dans le calcul de la valeur normale construite dans la deuxième situation, c'est-à-dire si les ventes ne permettent pas une comparaison valable. Dans cette situation, le bénéfice serait déterminé conformément à l'article 181 de la réglementation douanière.

Question 11 Article 269TACB 1) - Existence d'un dumping

L'article 2.4 énonce la prescription primordiale selon laquelle il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Il apparaît que la législation australienne n'établit pas ni ne souligne cette obligation de comparaison équitable.

Observation: L'absence de toute disposition légale expresse mettant en oeuvre cette prescription qui exige une comparaison équitable peut atténuer l'obligation qui incombe aux autorités australiennes lorsqu'elles procèdent à une comparaison.

Question: Comment l'Australie ferait-elle en sorte que ses autorités procèdent à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation sans qu'une telle prescription légale soit prévue dans sa législation?

Réponse 11

L'article 269TACB 1) se réfère aux valeurs normales établies conformément à l'article 269TAC. A l'intérieur de l'article 269TAC, les paragraphes 8) et 9) répondent spécifiquement à la prescription concernant la comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Conformément au paragraphe 8), le prix de vente intérieur des marchandises similaires doit être ajusté pour tenir compte de toute différence entre les ventes intérieures et les ventes à l'exportation afin que ces différences n'affectent pas la comparaison. Conformément au paragraphe 9), le Ministre doit procéder aux ajustements nécessaires dans la détermination des frais à utiliser pour construire la valeur normale, afin que celle-ci soit bien comparable au prix à l'exportation.

Se référer à la réponse 9.

Question 12 Article 269TACB 2) - Méthode de comparaison

L'article 2.4.2 dispose que la marge de dumping sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction, sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4).

L'article 269TACB 2) (page 28) prévoit trois méthodes de comparaison qui vont apparemment de pair. Les deux premières sont celles prévues à l'article 2.4.2 tandis que la troisième consiste à appliquer les deux premières méthodes de comparaison à des fractions distinctes de la période visée par l'enquête.

Observation: La troisième méthode de comparaison n'a apparemment pas été envisagée dans l'Accord antidumping de l'OMC et n'est pas autorisée. Toute méthode de

comparaison autre que celle prévue à l'article 2.4.2 ne devrait pas être acceptée dans des circonstances normales, devrait être traitée avec scepticisme, et ne devrait pas se voir accorder la même préférence que celle qui lui est actuellement accordée dans le cadre de la législation australienne. Les circonstances dans lesquelles les autorités australiennes utiliseraient la troisième méthode ne sont pas claires. Le type de pouvoir discrétionnaire accordé aux autorités australiennes ne favorise pas la mise en oeuvre fidèle de l'Accord antidumping de l'OMC par l'Australie. Il apparaît que l'application de la troisième méthode pourrait donner lieu à deux marges de dumping différentes.

Questions: Accorde-t-on la même préférence à la troisième méthode de comparaison qu'aux deux premières? Comment l'Australie concilierait-elle l'application de cette troisième méthode avec ses obligations au titre de l'article 2.4.2? Comment l'Australie ferait-elle en sorte que ses autorités emploient la bonne méthode de comparaison comme l'exige l'article 2.4.2? Dans quelles circonstances les autorités australiennes utiliseraient-elles la troisième méthode de comparaison? Comment seraient traitées les deux marges de dumping différentes qui résulteraient de l'application d'une telle méthode?

Réponse 12

L'article 2.4.2 n'établit pas d'ordre de préférence. Il prévoit que l'existence de marges de dumping est "normalement établie" sur la base d'une comparaison avec des prix moyens pondérés ou des prix transaction par transaction. Il prévoit aussi une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement dans certaines circonstances.

La troisième méthode mentionnée dans la question, établie à l'article 269TACB 2) c), a été élaborée compte tenu du fait que la situation peut évoluer pendant la période visée par l'enquête et qu'il serait approprié, pour assurer une comparaison équitable, de pouvoir changer la méthode de comparaison. Rien dans l'article 2.4.2 n'exige que la même méthode soit utilisée pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. En fait, étant donné que l'objectif primordial de l'article 2.4 de l'Accord antidumping est d'assurer une comparaison équitable, il semblerait approprié de modifier la méthode de comparaison utilisée durant la période de l'enquête si les circonstances l'exigent. Il en résulterait que plusieurs marges de dumping pourraient être établies. (Une comparaison des prix transaction par transaction conduirait habituellement à établir plusieurs marges de dumping.)

Les marges de dumping, établies à l'issue de comparaisons faites selon l'une quelconque des méthodes prévues, sont utilisées pour déterminer s'il y a eu dumping pendant la période visée par l'enquête et quelle a été son ampleur.

Question 13 Article 269TACB 8) - Echantillonnage

L'article 6.10.1 de l'Accord de l'OMC dispose que, lorsque l'échantillonnage est utilisé dans le choix des exportateurs, producteurs, importateurs ou types de produits, on devrait de préférence consulter les exportateurs, producteurs ou importateurs concernés et leur consentement est requis. Il apparaît qu'une telle disposition ne figure pas dans la législation australienne (page 29).

Questions: Les Australiens vont-ils respecter l'article 6.10.1 lorsque l'échantillonnage sera utilisé pour une enquête? Si tel est le cas, des dispositions législatives seraient-elles mises en place afin de guider les autorités australiennes?

Réponse 13

L'article 269TACB 8) prévoit une utilisation de l'échantillonnage compatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping. En ce qui concerne les consultations et le consentement, l'article 6.10.1 ne fait qu'indiquer une préférence et il n'a pas été jugé approprié d'inclure une telle disposition dans l'article 269TACB 8). Le cadre juridique dans lequel opèrent les autorités australiennes garantit l'équité des procédures et des pratiques. (Voir réponse 5.)

Question 14 Article 269TAD - Possibilité de déterminer à nouveau certaines valeurs normales

Il est prévu à l'article en question (page 32) que le Ministre peut, à tout moment, et périodiquement, "s'il estime qu'un facteur intervenant dans la détermination de la valeur normale des marchandises ... s'est modifié", déterminer à nouveau cette valeur normale. Le Ministre peut également choisir de ne pas publier de telles modifications si la publication de cette information devait nuire aux intérêts économiques ou commerciaux d'une personne. La législation ne semble pas prévoir la possibilité que les parties affectées soient avisées, qu'elles aient accès aux renseignements pertinents et qu'elles formulent des observations pour défendre leurs intérêts.

L'Accord antidumping de l'OMC ne comporte pas de dispositions prévoyant la possibilité de déterminer à nouveau la valeur normale dans de telles circonstances. S'agissant d'une procédure antidumping, il comprend des prescriptions procédurales détaillées sur la possibilité d'adresser une notification aux parties intéressées (articles 6.9, 12.1) et sur la possibilité pour les parties intéressées d'avoir accès aux renseignements (articles 6.1.3, 6.4) et de formuler des observations (articles 6.1, 6.2). L'Accord exige également que les autorités prennent dûment en considération l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve (articles 5.3, 6.6).

Observation: Cet article ne figure pas dans l'Accord antidumping de l'OMC et se prête à une application arbitraire de la part des autorités australiennes. Il laisse entrevoir la possibilité qu'aucun élément de preuve substantiel ne seraient requis pour attester qu'un facteur pertinent s'est modifié, en dépit de l'importance de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve mise en évidence dans l'Accord antidumping de l'OMC. L'absence de garanties procédurales, exigées par l'Accord antidumping, fait également que les dispositions risqueraient d'être utilisées abusivement par les autorités australiennes qui, en déterminant à nouveau la valeur normale, augmenteraient la valeur normale et, en conséquence, la marge de dumping.

Questions: Pourquoi l'Australie a-t-elle mis en place une telle disposition ménageant la possibilité de déterminer à nouveau la valeur normale, qui n'est pas prévue dans l'Accord antidumping de l'OMC? Comment l'Australie concilie-t-elle cette disposition avec les obligations qui lui incombent au titre de l'article 18.1 de l'Accord antidumping de l'OMC de ne pas prendre de mesures contre le dumping des exportations d'un Membre, si ce n'est conformément aux dispositions de l'Accord? Comment l'Australie peut-elle savoir et confirmer que le facteur intervenant dans la détermination de la valeur normale des marchandises s'est modifié, étant donné que les modifications des facteurs affectant la valeur normale, tels que le coût de production et les bénéfices, etc., sont principalement le fait de l'exportateur et n'interviennent pas dans le pays d'importation? Comment les autorités australiennes s'assureraient-elles de la valeur des éléments de preuve en l'absence de lignes directrices légales concrètes? Comment ménagerait-on la possibilité pour les parties intéressées d'être avisées des modifications prévues, d'avoir accès aux renseignements pertinents et de formuler des observations pour

défendre leurs intérêts? Comment l'Australie concilierait-elle l'absence de garanties procédurales et ses obligations au titre des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping de l'OMC qui ménagent la possibilité pour les parties intéressées d'être avisées (articles 6.9, 12.1), d'avoir accès aux renseignements (articles 6.1.3, 6.4) et de formuler des observations (articles 6.1, 6.2)?

Réponse 14

L'article 269TAD, comme il est noté dans la législation, a été abrogé mais reste en vigueur en vertu de dispositions transitoires pour les mesures imposées avant le 1er janvier 1993.

Les réexamens des droits provisoires sont maintenant effectués conformément à l'article 269Z. L'article 269ZB exige que l'Inspecteur publie un avis indiquant qu'un réexamen est engagé et invite les parties intéressées à présenter des communications. L'Inspecteur doit aussi adresser un rapport au Ministre recommandant que le taux des droits provisoires soit modifié ou ne le soit pas et exposant les motifs de sa recommandation. L'article 269ZC impose au Ministre de publier un avis indiquant sa décision finale.

L'Inspecteur, conformément à l'article 269ZJ 1), doit tenir un dossier public sur les réexamens effectués par suite des demandes reçues au titre de l'article 269Z.

L'Australie conteste l'interprétation de l'Accord sur laquelle se base implicitement la question, à savoir qu'il ne devrait pas y avoir de réexamen du droit provisoire perçu pendant les cinq années d'application des mesures.

L'article 9 prévoit, d'une façon générale, que les droits antidumping ne doivent pas dépasser la marge de dumping et établit, au paragraphe 3), une base pour le réexamen des droits perçus.

L'article 11.2 dispose que "les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner ... si le dommage serait susceptible de subsister ... au cas où le droit serait ... modifié".

Pour l'Australie, l'Accord prévoit bien un réexamen des mesures existantes et les conditions énoncées aux articles 269TAD et 269Z, auxquelles il faut satisfaire pour qu'un réexamen puisse être demandé et effectué, sont compatibles avec l'Accord.

Les réexamens effectués conformément à l'article 269TAD sont assujettis aux prescriptions du droit administratif australien concernant l'équité procédurale et les droits des parties intéressées à défendre leurs intérêts. (Voir réponse 5.)

Question 15 Article 269TAE 1) - Facteurs permettant de déterminer l'existence d'un dommage

L'article 3.1 dispose que la détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de leur effet sur les prix sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux. En application de l'article 3.2, les autorités "examineront" s'il y "a eu" augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping et "examineront" s'il y "a eu" sous-cotation notable du prix ou si ces importations ont pour effet de déprimer les prix. S'agissant de la détermination concluant à une menace de dommage important, l'article 3.7 prévoit que le changement de circonstances doit être nettement prévu et imminent.

L'article 269TAE 1) (page 32) énumère les facteurs que le Ministre "peut" prendre en compte pour déterminer si un dommage important a été causé ou menace d'être causé ou aurait été causé par des circonstances liées à "l'exportation de marchandises" en Australie. Parmi ces facteurs figurent les circonstances "susceptibles de" se présenter.

Observation: L'Accord antidumping de l'OMC oblige les autorités à prendre en compte certains facteurs pour déterminer l'existence d'un dommage. La législation australienne dispose seulement que les autorités "peuvent" prendre en compte ces facteurs. On ne sait pas si les autorités ont par conséquent le pouvoir discrétionnaire d'ignorer ces facteurs. De plus, l'Accord antidumping de l'OMC ne prévoit pas que les effets qui sont susceptibles de se produire soient pris en compte, sauf peut-être s'ils représentent un changement de circonstances prévisible et imminent aux fins de la détermination relative à une menace de dommage. On ne sait pas si la législation australienne permet de déterminer l'existence d'un dommage, et non d'une menace, sur la simple base des effets "susceptibles de" se produire. Enfin, il est fait mention des effets liés à "l'exportation en Australie [de ce type] de marchandises en provenance du pays d'exportation", et non de l'exportation de marchandises "faisant l'objet d'un dumping".

Questions: La législation australienne oblige-t-elle les autorités australiennes à prendre en compte les facteurs énumérés à l'article 269TAE 1), alinéas aa) à h)? Si tel n'est pas le cas, comment l'Australie concilierait-elle cette situation avec ses obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2? La législation australienne permet-elle de déterminer s'il existe un dommage sur la simple base des effets qui sont susceptibles de se produire? Si tel est le cas, comment l'Australie concilierait-elle cette situation avec ses obligations au titre de l'article 3.2? L'absence de mention des marchandises "faisant l'objet d'un dumping" dans l'expression "l'exportation de marchandises" dégage-t-elle les autorités australiennes de l'obligation de déterminer s'il existe un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, uniquement par les effets du dumping? La loi australienne n'omet-elle pas de mettre l'accent sur l'analyse de la marge comme le requiert l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 15

L'article 269TAE contient une énumération indicative, mais non exhaustive, des facteurs que le Ministre peut prendre en compte lorsqu'il détermine si un dommage important a été causé ou menace d'être causé à une branche de production australienne.

Lors des observations liminaires formulées à la réunion conjointe des comités tenue le 20 juillet 1995, l'Australie a fait une déclaration générale sur la question de l'équité procédurale et sur celle du droit que toutes les parties intéressées ont de faire valoir leurs intérêts. Les observations faites à ce moment-là s'appliquent à l'objet de la présente question.

Comme il a été indiqué dans cette déclaration, toutes les décisions des organismes administratifs doivent tenir compte de facteurs pertinents et ignorer les facteurs non pertinents. L'inclusion d'une liste indicative et non exhaustive de facteurs dans la loi a pour effet d'établir que chacun d'eux est pertinent et doit être considéré à moins qu'il soit manifestement non pertinent eu égard aux circonstances de l'espèce.

Les termes "probable" ou "paraît devoir" ont été inclus pour caractériser plusieurs des facteurs que le Ministre peut prendre en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage important

conformément à l'article 269TAE 1), afin de donner au Ministre la possibilité de déterminer si un dommage important "aurait été causé". Cette détermination permet, conformément à l'article 269TG 1), l'imposition de mesures définitives rétroactives, applicables pendant la période durant laquelle des mesures provisoires étaient en vigueur.

L'article 269TG 1) ii) prévoit l'imposition de mesures définitives lorsque, en raison du dumping, "un dommage important aurait été causé ou aurait pu être causé à une branche de production australienne produisant des marchandises similaires si cette garantie (la mesure provisoire) n'avait pas été exigée". Cette disposition est conforme à l'article 10.2 de l'Accord antidumping.

L'article 269TAE 1), qui énonce toutes les circonstances dont il faut tenir compte pour déterminer si un dommage a été causé à une branche de production australienne, reprend celles qui sont prévues à l'article 3.7. Il n'est pas en deçà des critères énoncés à l'article 3 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la démonstration de l'existence d'un dommage et de la causalité.

Les articles 269TG, 269TJ et 269TJA exigent que le Ministre ait la certitude que les marchandises ont fait l'objet d'un dumping et/ou d'un subventionnement et ont causé ou menacé de causer un dommage pour que des mesures soient imposées. Ainsi, si une enquête peut démarrer, dans des circonstances exceptionnelles, avant que les marchandises qui sont censées avoir fait l'objet d'un dumping et/ou d'un subventionnement soient importées, des mesures ne peuvent être imposées qu'après le dumping ou le subventionnement qui cause ou menace de causer un dommage important.

L'article 269TAE 1) aa) impose au Ministre de prendre en compte l'importance de la marge ou des marges de dumping pour déterminer si le dumping a causé un dommage important. Les marges de dumping sont déterminées conformément à l'article 269TACB.

Question 16 Article 269TAE 2B) - Menace de dommage important

L'article 3.7 de l'Accord antidumping de l'OMC donne une liste indicative de facteurs à prendre en considération pour déterminer s'il existe une menace de dommage important. Ces facteurs sont, entre autres, la modification du volume des importations, la capacité de production, les effets de sous-cotation des prix et le montant des stocks disponibles.

L'article 269TAE 2B) (page 35) dispose que, aux fins du paragraphe 1), le Ministre ne doit tenir compte que des changements de circonstances, y compris de ceux dont la nature est déterminée par le Ministre, qui rendraient le dommage prévisible et imminent. Aucun facteur spécifique n'est mentionné.

Observation: En l'espèce, l'Accord antidumping contient des prescriptions détaillées pour la détermination relative à une menace de dommage important; il conviendrait, pour que la législation nationale mette fidèlement en oeuvre l'Accord, que la loi australienne établisse de telles prescriptions afin que les autorités australiennes puissent avoir des règles concrètes à suivre pour faire cette détermination. En l'absence de telles prescriptions dans la législation australienne, les autorités australiennes sont privées des avantages que procurent des directives facilement utilisables. En outre, l'expression "changements dont la nature est déterminée par le Ministre" introduit un élément de subjectivité non nécessaire, qui n'est pas prévu dans l'Accord antidumping de l'OMC et n'est pas soumis à des garanties procédurales détaillées figurant dans l'Accord antidumping de l'OMC. On ne sait pas quels facteurs seraient pris en compte par le Ministre, qui rendraient le dommage prévisible et imminent.

Questions: L'Australie pourrait-elle expliquer quelles sont les intentions du législateur lorsque celui-ci inclut les "changements dont la nature est déterminée par le Ministre" parmi les changements que le Ministre doit prendre en compte, alors que cela n'est pas prévu dans l'Accord antidumping de l'OMC? L'élément d'appréciation énoncé à l'article 3.7, à savoir le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent (avec les précisions données dans une liste indicative), ne donnerait-il pas déjà des critères appropriés pour déterminer s'il y a menace de dommage important? Pourquoi la législation australienne n'inclut-elle pas une liste indicative afin que les autorités disposent de règles à suivre plus concrètes, comme le prévoit l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 16

Les expressions telles que "question déterminée par le Ministre" et "changement dont la nature est déterminée par le Ministre" apparaissent souvent dans la législation australienne. Il est en effet reconnu qu'il peut y avoir des opinions différentes sur la question de savoir si un point particulier constitue ou non un facteur pertinent. Il est nécessaire que le Ministre détermine si la question est pertinente et, dans ce cas, qu'il prenne une décision à son sujet.

Par exemple, l'auteur d'une communication au Ministre pourrait prétendre qu'une technologie nouvelle est un facteur qui contribue à une menace de dommage. Le Ministre devrait alors déterminer si ce facteur est pertinent ou non et, dans l'affirmative, il en tiendrait compte.

Les mots "prévisible et imminent" sont bien employés dans l'article 269TAE. Toutefois, le membre de phrase figurant dans l'article 3.7 de l'Accord antidumping, "... les autorités devraient examiner, entre autres, des facteurs tels que: ..." introduit manifestement une liste exemplative et non exhaustive de facteurs, qu'il n'a pas été jugé approprié d'énumérer séparément puisqu'ils sont déjà mentionnés aux paragraphes 1) et 3) de l'article 269TAE.

Question 17 Article 269TAE 2C) - Evaluation cumulative des effets des importations

L'article 3.3 de l'Accord antidumping dispose que l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping peut être effectuée uniquement s'il est déterminé:

1. que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et
2. que l'évaluation cumulative est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires.

En application de l'article 269TAE 2C) (page 35), le Ministre doit prendre en compte les conditions de concurrence uniquement en vue d'une évaluation cumulative.

Observation: Dans le cadre d'une procédure visant plusieurs pays d'exportation, il est possible d'exclure certains de ces pays compte tenu des marges de dumping *de minimis* ou du volume négligeable des importations en question en Australie. L'article 3.3 de l'Accord antidumping de l'OMC interdit de procéder à une évaluation cumulative de l'effet dommageable des importations en provenance de ces pays

et de celles en provenance d'autres pays pour lesquels la procédure antidumping se poursuit. L'absence de disposition qui impose que la marge de dumping soit supérieure à un niveau *de minimis* et que le volume des importations soit non négligeable pour décider si une évaluation cumulative pourrait être effectuée contrevient à l'article 3.3.

Questions: La législation interdit-elle aux autorités australiennes de procéder à une évaluation cumulative de l'effet dommageable des exportations d'un pays et des importations en provenance d'autres pays si les marges de dumping sont à un niveau *de minimis* ou si le volume des importations est négligeable, compte tenu de la prescription de l'article 3.3? Si tel est le cas, quelle est la disposition légale applicable? Si tel n'est pas le cas, comment expliquer une telle violation?

Réponse 17

L'article 269TDA dispose que les enquêtes antidumping doivent être closes si la marge de dumping est *de minimis* ou si le volume des importations est négligeable. Etant donné que les constatations préliminaires et finales sont établies uniquement sur la base des marchandises visées par l'enquête, les importations venant de sources pour lesquelles l'enquête a été close ne seraient pas prises en compte dans l'évaluation des effets des importations faisant l'objet du dumping et la prescription énoncée à l'article 3.3 a) est respectée.

L'article 269TAE 2C) ne contient que le critère établi à l'article 3.3 b) de l'Accord antidumping. Etant donné l'effet des dispositions concernant la clôture des enquêtes, il n'a pas été jugé nécessaire de faire mention des autres dispositions de l'article 3.3.

Question 18 Article 269TAE 3) - Facteurs économiques à prendre en compte lors de la détermination de l'existence d'un dommage

L'article 3.4 de l'Accord antidumping énumère un certain nombre de facteurs et indices économiques pertinents à prendre en compte pour déterminer l'existence d'un dommage, y compris l'importance de la marge de dumping, la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, etc., et les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, etc. Il est précisé que la liste donnée dans l'article en question n'est pas exhaustive.

L'article 269TAE 3) (page 35) dispose que "Sont réputés facteurs économiques pertinents ... pour une branche de production australienne ...: ...". Il n'est pas fait mention de la diminution ni de l'effet négatif sur certains facteurs économiques tels que les ventes, les bénéfices, la part de marché, le flux de liquidités, l'emploi, les stocks, etc.

Observation: L'article 269TAE 3) est rédigé de telle sorte qu'il présente de façon exhaustive les facteurs économiques. L'exclusion de tout autre facteur qui pourrait influencer sur la situation de la branche de production lors de l'évaluation du dommage est contraire à l'article 3.4 de l'Accord antidumping de l'OMC. Le fait que l'accent ne soit pas mis sur la diminution et l'effet négatif de certains facteurs économiques, comme le prévoit l'Accord antidumping de l'OMC, n'est pas satisfaisant.

Questions: Pourquoi la liste des facteurs économiques pertinents est-elle exhaustive, compte tenu de la prescription de l'article 3.4 de l'Accord antidumping de l'OMC selon laquelle tous les facteurs pertinents devraient être pris en compte? Pourquoi la disposition en question ne met-elle pas l'accent sur la diminution et l'effet négatif

de certains facteurs économiques comme le prévoit l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 18

L'article 269TAE 3) contient une liste exhaustive de "facteurs économiques pertinents" mais il ne sert qu'à définir un terme utilisé à l'article 269TAE 1). Ce dernier consiste en une liste non exhaustive comparable aux listes non exhaustives d'éléments qui figurent dans les articles 3.4 de l'Accord antidumping et 15.4 de l'Accord SMC.

Quant aux facteurs qui, d'après ce qui est indiqué dans la question, ne sont pas spécifiés:

- les ventes sont citées aux alinéas a), b) et c) de l'article 269TAE 1)
- les bénéfices sont cités aux alinéas e) et f) de l'article 269TAE 3)
- la part de marché est citée à l'article 269TAE 1) c)
- les flux de liquidité sont cités à l'article 269TAE 3) g) sous la désignation "marge brute d'autofinancement"
- l'emploi est cité à l'article 269TAE 3) h)
- les stocks sont cités à l'article 269TAE 3) c)

L'article 3.4 de l'Accord antidumping fait référence aux effets négatifs sur certains facteurs économiques. Tous les facteurs qui sont mentionnés aux paragraphes 1) et 3) de l'article 269TAE sont à prendre en compte dans l'examen du dommage à la branche de production nationale. Il ressort implicitement qu'il faut examiner s'il y a ou non un "effet négatif" sur la branche de production nationale, dans quel contexte cet effet s'exerce et si tous les facteurs pertinents conduisent à déterminer qu'un dommage important a été causé ou menace d'être causé.

Question 19 Article 269TB 4) - Renseignements à communiquer dans la plainte

L'article 5.2 de l'Accord antidumping de l'OMC indique les renseignements à communiquer dans la demande d'ouverture d'une enquête antidumping.

L'article 269TB 4) b) exige que les renseignements à communiquer dans une demande d'action au titre de la Loi antidumping soient présentés sur une formule agréée. Toutefois, les détails de cette formule ne sont pas indiqués dans la législation notifiée. L'article 4A dispose que l'Inspecteur approuve une formule par un instrument écrit.

Observation: L'indication des renseignements à communiquer dans la demande, donnée à l'article 5.2, fait partie intégrante de l'Accord antidumping de l'OMC et constitue une garantie procédurale importante contre des allégations non fondées.

Questions: Quels sont les renseignements à inclure dans la formule agréée? La formule inclut-elle tous les renseignements, comme l'exige l'article 5.2 de l'Accord antidumping de l'OMC? En l'absence de toute disposition légale appropriée, l'approbation d'une formule par l'Inspecteur relève d'un pouvoir discrétionnaire. Comment l'Australie ferait-elle en sorte que l'Inspecteur respecte les prescriptions de l'article 5.2 lorsqu'il approuve la formule?

Réponse 19

La demande exige que des réponses soient données à plusieurs questions figurant sous les rubriques suivantes:

- A. Détails sur les demandeurs (y compris l'identité du demandeur)
- B. La branche de production australienne (y compris le volume et la valeur de la production intérieure de tous les producteurs nationaux connus)
- C. Les produits (y compris une description du produit)
- D. La source des importations (y compris les noms des pays d'exportation et des exportateurs, et les noms des importateurs)
- E. Le prix à l'exportation (y compris des renseignements sur les prix à l'exportation)
- F. La valeur normale (y compris des renseignements sur les prix intérieurs dans le pays d'exportation)
- G. Une comparaison des prix
- H. La marge de dumping
- I. Le subventionnement
- J. Le dommage important (y compris des renseignements concernant le volume des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping, l'effet sur les prix et les répercussions sur la branche de production nationale)
- K. Le lien de causalité
- L. Les profits/pertes

Comme cette liste l'indique, la formule comprend tous les renseignements requis par l'article 5.2 de l'Accord antidumping et l'article 11.2 de l'Accord SMC.³

L'article 269TB 4) exige notamment qu'une demande soit établie sur une formule agréée et contienne les renseignements que prescrit la formule. L'article 269TC 1) exige que l'Inspecteur ait la certitude, compte tenu des éléments indiqués dans la demande et de tous les autres renseignements qu'il juge pertinents, qu'il y a des motifs raisonnables de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping avant qu'il soit possible d'ouvrir une enquête. Les motifs de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping, tels qu'ils sont exposés à l'article 269TG, sont le dumping, le dommage et le lien de causalité. Les prescriptions énoncées à l'article 5.2 doivent donc être respectées dans la demande ou la législation ne permettrait jamais d'ouvrir une enquête.

Question 20 Article 269TB 6) - Définition de la branche de production nationale

L'article 4.1 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. Des exceptions sont prévues aux alinéas i) et ii) de l'article. La première exception est la suivante: lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" peut désigner le reste des producteurs. La note de bas de page 11 relative à l'article en question définit les conditions à remplir pour que deux personnes soient réputées liées. L'une des conditions est la suivante: les producteurs et exportateurs/importateurs sont réputés liés si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de

³Les personnes intéressées doivent prendre contact avec le Secrétariat, bureau 1023, tél. 739 51 09.

soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés.

L'article 269TB 6) (page 40) ne fait pas référence aux exceptions. Toutefois, la définition de la relation semble figurer à l'article 269TAA 4). Néanmoins, la condition selon laquelle il faut prouver qu'un comportement différent est provoqué par la relation est omise au paragraphe 4) b) ii).

Observation: Même si les producteurs et les exportateurs/importateurs contrôlent ensemble un tiers, cela ne veut pas nécessairement dire que, du fait d'une telle relation, le producteur se comporte différemment des autres producteurs non liés. Cette condition étant plus souple, il est plus facile de ne pas qualifier leurs transactions de transactions entre parties indépendantes et, ainsi, de ne pas les considérer comme faisant partie des opérations commerciales normales.

Questions: La définition de deux personnes associées donnée à l'article 269TB 4) ressemble-t-elle à celle qui est donnée dans la note de bas de page 11 relative à l'article 4.1 i)? Si tel est le cas, pourquoi l'Australie omet-elle d'indiquer qu'il est nécessaire de prouver que l'effet de la relation entre producteurs et exportateurs/importateurs serait tel que les producteurs se comporteraient différemment des autres producteurs non liés lorsque les producteurs et les exportateurs/importateurs contrôlent ensemble le tiers?

Réponse 20

L'article 4.1 de l'Accord antidumping permet aux autorités chargées de l'enquête de faire des exceptions à la définition générale de la branche de production nationale. Il s'agit des cas où i) les producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping; et ii) les producteurs à l'intérieur d'un secteur distinct peuvent être considérés comme constituant une branche de production distincte dans des circonstances exceptionnelles. La note de bas de page 11 précise dans quelles circonstances des producteurs sont réputés être liés à des exportateurs ou à des importateurs.

La branche de production australienne est définie aux paragraphes 2), 3) 4), 4A) et 4B) de l'article 269T. Les exceptions prévues à l'article 4.1 sont d'application facultative et n'ont pas changé par rapport aux précédents codes antidumping et SMC. L'Australie n'a jamais, en vertu des codes précédents ni depuis lors, exercé son pouvoir discrétionnaire afin d'exclure de la définition de la branche de production nationale les producteurs nationaux liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs. En conséquence, la définition contenue dans la note de bas de page 11 n'a pas été incluse.

L'article 269TB 6) n'a pas de rapport avec la définition de la branche de production nationale qui figure à l'article 4 de l'Accord antidumping. Il a trait à la prescription selon laquelle une demande doit bénéficier d'un soutien suffisant de la branche de production australienne pour que l'enquête puisse être ouverte (article 5.4).

La définition des personnes associées figurant à l'article 269TAA 4) se rapporte à l'article 269TAA 1) et ne s'applique que pour les déterminations de la valeur normale et du prix à l'exportation. Elle n'a aucun lien avec la définition de la branche de production nationale et est donc sans rapport avec la note de bas de page 11 relative à l'article 4.1

Question 21 Article 269TC - Ouverture d'une enquête

L'article 5.2 de l'Accord antidumping de l'OMC exige une justification plus solide pour l'ouverture d'une enquête, puisqu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions" régissant l'ouverture de l'enquête. L'article 5.3 prescrit que les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve.

L'article 269TC 1) et 2) (page 41) exige que le Ministre examine la demande et permet au Ministre d'ouvrir une enquête lorsqu'"il y a des motifs raisonnables" de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping.

Observation: L'article 269TC omet de mettre l'accent sur l'obligation d'exactitude et d'adéquation des éléments de preuve énoncée dans l'Accord antidumping de l'OMC. Il apparaît également qu'il prévoit des critères moins stricts que ceux de l'Accord antidumping de l'OMC pour l'ouverture d'une enquête par les autorités.

Questions: Comment l'Australie ferait-elle en sorte que ses autorités examinent l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve sans qu'il y ait une disposition explicite à cet effet comme dans l'Accord antidumping de l'OMC? Quels éléments sont considérés comme des motifs raisonnables pour l'ouverture d'une enquête? Comment l'Australie ferait-elle en sorte qu'une "simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents" soit écartée?

Réponse 21

Comme il est indiqué à la réponse 19, l'article 269TC 1) exige que l'Inspecteur ait la certitude, compte tenu des éléments indiqués dans la demande et de tous les autres renseignements qu'il juge pertinents, qu'il y a des motifs raisonnables de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping avant qu'il soit possible d'ouvrir une enquête. Le requérant doit donner des renseignements détaillés dans la formule de demande mais lorsque celle-ci sera examinée, il faudra prendre en compte le fait que le requérant n'est tenu de fournir que les renseignements qui sont raisonnablement disponibles.

Il faut noter que l'article 269TC exige que la demande soit rejetée à moins que l'Inspecteur n'ait la certitude qu'il y a des motifs raisonnables d'imposer des droits antidumping. Au cas où les autorités australiennes n'examineraient pas l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve, l'importateur ou l'exportateur pourrait demander une révision de la décision d'engager des procédures, conformément aux dispositions de la Loi sur les décisions administratives (révision judiciaire).

Les motifs d'ouverture d'une enquête sont les mêmes que les motifs de publication d'un avis relatif à l'institution de droits antidumping, qui sont exposés à l'article 269TG. Ce sont le dumping, le dommage et le lien de causalité.

Question 22 Article 269TJA - Existence simultanée d'un dumping et d'une subvention

L'article 18.1 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose qu'il ne pourra être prise aucune mesure particulière contre le dumping, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping de l'OMC. Le GATT de 1994 et l'Accord antidumping de l'OMC autorisent l'imposition de droits antidumping uniquement lorsque les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, un dommage à

la branche de production nationale (article 3.5). Ils n'acceptent pas le dommage causé par les effets conjugués du dumping et d'une subvention, même s'il s'agit des mêmes marchandises.

L'article 269TJA (page 65) autorise la publication d'un avis relatif au dumping lorsque le dommage important est causé aux mêmes marchandises, par l'effet conjugué d'un dumping et d'une subvention.

Observation: Le cumul autorisé à l'article 269TJA n'est pas prévu dans le GATT de 1994 ni dans l'Accord antidumping de l'OMC. Par conséquent, l'imposition d'un droit antidumping en vertu de cet article est une infraction.

Questions: Pourquoi l'Australie autorise-t-elle le cumul de l'effet d'un dumping et d'une subvention concernant les mêmes marchandises? Comment l'Australie concilierait-elle cette disposition avec ses obligations au titre de l'article 18.1 de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 22

L'article 269TJA a été ajouté à la législation en 1992, pour des raisons tenant à l'interprétation des lois nationales, afin de tenir compte des situations dans lesquelles les importations en provenance d'une même source font l'objet à la fois d'un dumping et d'un subventionnement.

Rien dans les accords antidumping et SMC (ni dans le GATT de 1994) ne peut être interprété comme interdisant que les marchandises fassent simultanément l'objet d'une enquête antidumping et d'une enquête en matière de mesures compensatoires, ni qu'elles soient frappées simultanément par des mesures antidumping et des mesures compensatoires. Pour qu'il y ait détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 269TJA, les marchandises en question doivent faire l'objet à la fois d'un dumping et d'un subventionnement et causer un dommage au sens de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. Cela est pleinement compatible avec les obligations contractées par l'Australie au titre des accords.

Question 23 Article 269ZI 4) c) ii) - Renseignements à inclure dans un avis au public

L'article 12.2.1 iii) de l'Accord antidumping de l'OMC exige que l'avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donne une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale. S'agissant de la clôture d'une enquête, l'article 12.2.2 exige que l'avis au public contienne en particulier les renseignements décrits à l'alinéa 2.1.

En ce qui concerne un avis au public relatif à une décision ayant pour effet d'exiger des garanties, l'article 269ZI 4) c) ii) (page 84) exige seulement que les renseignements détaillés comprennent une explication des méthodes utilisées pour comparer les prix à l'exportation et les valeurs normales, mais non une explication des méthodes utilisées pour établir les prix à l'exportation et la valeur normale. S'agissant d'un avis au public concernant une décision de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping, l'article 269ZI 5) n'exige pas non plus que l'avis comporte une explication des méthodes utilisées pour établir les prix à l'exportation et la valeur normale.

Observation: Il est très important que l'avis au public comporte une explication de la manière dont la valeur normale et le prix à l'exportation sont établis de sorte que les parties intéressées puissent formuler des observations sur la méthodologie employée et

les communiquer aux autorités australiennes pour que celles-ci les examinent aux fins de la détermination finale. Dans le cas de la publication d'un avis relatif à l'institution de droits antidumping, les parties intéressées peuvent exiger les renseignements pour préparer leurs arguments en vue de la révision judiciaire. L'absence d'une telle explication affecte les droits des parties intéressées dans le cadre d'une enquête antidumping.

Question: Quelle disposition légale exige qu'un avis au public relatif à une décision ayant pour effet d'exiger des garanties concernant des droits provisoires exigibles ou de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping, comporte une explication de la méthodologie utilisée pour établir le prix à l'exportation et la valeur normale, comme le prescrit l'article 12.2.1 iii) de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 23

L'article 12.2.1 de l'Accord antidumping exige que les autorités chargées de l'enquête, quand elles imposent des mesures provisoires, en donnent avis au public "... ou [indiquent] qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage ...".

L'article 269ZI 2) b) prévoit la publication d'un avis ou d'un rapport distinct auquel l'avis renvoie, dans lequel sont spécifiés les motifs de la constatation ou de la décision, y compris tous les éléments importants de fait ou de droit sur lesquels la constatation est fondée. Les paragraphes 4) à 8) de l'article 269ZI visent à faire en sorte que l'avis contienne des renseignements de base spécifiés; il est donc implicitement accepté que le rapport porte sur des questions plus détaillées.

Les paragraphes 4) et 5) de l'article 269ZI énoncent les éléments que devrait comporter l'avis au public concernant une décision d'imposer des mesures antidumping ou compensatoires provisoires ou définitives. Les alinéas 4) c) et 5) c) du même article exigent l'inclusion de renseignements détaillés sur les marges de dumping et d'une explication des méthodes utilisées pour comparer les prix à l'exportation et les valeurs normales aux fins de la détermination de ces marges de dumping.

Les rapports établis pour chaque constatation préliminaire et finale contiennent certains renseignements, notamment, comme il est demandé à l'article 12.2.1 iii), "... les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2", sous réserve des prescriptions en matière de confidentialité.

Réglementation douanière

Question 24 **Article 181 - Détermination des coûts et des bénéfices (paragraphes 269TAAD 4) et 269TAC 5B) de la Loi)**

En établissant la base sur laquelle les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général sont déterminés, l'article 2.2.2 mentionne d'une manière générale "l'exportateur ou le producteur" et les ventes sur le "marché intérieur du pays d'origine". L'article 181 2) ne mentionne pas le producteur. L'article 181 3) et 5) fait référence aux ventes sur le "marché intérieur du pays d'exportation".

Observation: La législation australienne et l'Accord antidumping de l'OMC établissent une distinction entre pays d'origine et pays exportateur. Les dispositions de la législation australienne ne respectent pas celles de l'Accord antidumping de l'OMC. Il se peut que l'article 269TAC 10) ne soit pas d'utilité à cet égard car il ne s'applique qu'à la constatation de l'existence d'un dommage.

Question: Pourquoi la législation australienne ne respecte-t-elle pas les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réponse 24

Les différences entre l'article 181 et les accords ne s'expliquent par aucune raison particulière. L'article 181 est rédigé dans le même style que l'article 269TAC et les autres parties pertinentes de la Loi.

Il faut noter à cet égard que l'article 269TAC 10) permet au Ministre de déterminer la valeur normale "comme si le pays d'origine était le pays d'exportation".

Dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC qui ne sont pas reprises dans la législation antidumping australienne

Question 25 Utilisateurs industriels, organisations de consommateurs représentatives

L'article 6.12 dispose que les autorités ménageront aux utilisateurs industriels du produit faisant l'objet de l'enquête, et aux organisations de consommateurs représentatives, la possibilité de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête. La législation australienne notifiée ne semble pas comporter de dispositions ménageant une telle possibilité.

Observation: L'absence de dispositions ménageant une telle possibilité constitue une violation de l'article 6.12.

Question: L'Australie pourrait-elle expliquer quelle disposition législative a été ou serait adoptée pour mettre en oeuvre ses obligations au titre de l'article 6.12?

Réponse 25

La législation australienne n'inclut pas les utilisateurs industriels ni les organisations de consommateurs représentatives dans la définition des parties intéressées qui figure à l'article 269T 1). Cette définition a été jugée nécessaire car plusieurs dispositions exigent que les parties intéressées soient contactées et avisées comme suit à certaines étapes de l'enquête:

- à l'ouverture de l'enquête - les parties intéressées sont invitées dans un avis indiquant l'ouverture de l'enquête à présenter des communications; elles peuvent demander une prorogation du délai prévu pour la présentation des communications (article 269TC);
- lorsqu'une décision de clore une enquête préliminaire est annulée - les parties intéressées peuvent demander que les communications qu'elles ont présentées préalablement soient examinées lors de l'enquête complémentaire (article 269TF);
- au début d'un réexamen - un avis concernant l'ouverture d'un réexamen doit inviter les parties intéressées à présenter des communications (article 269ZB 2));

- à la fin d'une enquête - un avis doit être envoyé aux parties intéressées touchées par une constatation ou une décision (article 269ZI 3)); et
- au cours d'une enquête - les communications des parties intéressées doivent être versées au dossier public; il faut appeler l'attention des parties intéressées sur l'existence de ce dossier et leur droit de le consulter (article 269ZJ).

Ni l'article 269T 1), ni aucune autre disposition, n'empêche une partie de présenter une communication lors d'une enquête.

Même si les utilisateurs industriels et les organisations de consommateurs représentatives ne sont pas inclus dans la définition des "parties intéressées", il ne leur est pas interdit d'exprimer leur opinion concernant une notification publique d'ouverture d'une enquête, ou d'une enquête finale au cas où une constatation préliminaire positive a été faite. Si les utilisateurs industriels et/ou les organisations de consommateurs représentatives envoient une communication ou tout autre renseignement utile à l'enquête, les autorités sont tenues, conformément aux principes du droit administratif, d'en tenir compte.

Pour faire une constatation préliminaire, l'Inspecteur doit (conformément à l'article 269TD 1)) prendre en considération "toutes les communications reçues et autres questions" qu'il estime pertinentes.

De même, conformément aux articles 7 6) et 8A 7) de la Loi de 1988 relative à l'Autorité antidumping, l'Autorité est tenue, lorsqu'elle prend une décision au sujet des recommandations à inclure dans ses rapports concernant la publication d'un avis relatif à l'institution de droits antidumping ou d'un avis relatif à l'institution de droits compensateurs ou le maintien de ces avis ou d'un engagement, de tenir compte de "toutes les communications" qu'elle aura reçues.

Par conséquent, les autorités australiennes doivent examiner au cours des enquêtes les communications pertinentes présentées par des utilisateurs industriels ou des organisations de consommateurs.

Question 26 Enquêtes sur le territoire des autres Membres

L'article 6.7 autorise les autorités à procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres Membres pour vérifier les renseignements. Pour ces enquêtes, les procédures exposées à l'Annexe I sont d'application.

La législation australienne notifiée ne comporte pas de dispositions concernant les enquêtes dans le pays exportateur ou le pays d'origine des marchandises dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, ni concernant les procédures à suivre pour les enquêtes.

Observation: On ne sait pas si les autorités australiennes procéderaient à des enquêtes et si, tel était le cas, quelles procédures elles suivraient.

Questions: Les autorités australiennes procéderaient-elles à des enquêtes dans d'autres pays pour vérifier les renseignements? Si tel est le cas, quelles sont les dispositions légales pertinentes qui régissent de telles enquêtes et les procédures à suivre? Comment l'Australie ferait-elle en sorte que les procédures exposées à l'Annexe I soient respectées?

Réponse 26

Les autorités australiennes procèdent à des enquêtes pour vérifier les renseignements à la fois en Australie et dans le pays d'exportation.

La législation australienne ne contient pas de disposition spécifique concernant les obligations imposées aux autorités chargées de l'enquête par les dispositions de l'article 6.7 et de l'Annexe I. L'Australie considère les procédures et directives administratives permettant mieux d'assurer le respect de ces obligations que des dispositions législatives qui peuvent soulever des questions d'extraterritorialité.

Industrie, technologie et commerce

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE
INSTRUCTION MINISTERIELLE - ARTICLE 269TA

LOI DOUANIÈRE DE 1901

Je soussigné DAVID PETER BEDDALL, Ministre d'Etat des petites entreprises et des douanes, donne les instructions ci-après à l'Inspecteur conformément à l'article 269TA de la Loi douanière de 1901.

Domage important

L'Inspecteur ne fera de constatation préliminaire indiquant qu'il y a des raisons suffisantes de publier un avis relatif à l'institution de droits antidumping ou un avis relatif à l'institution de droits compensateurs que si le dumping ou le subventionnement a causé, ou menace de causer, un dommage "important" - c'est-à-dire un dommage qui n'est pas peu important, négligeable ou insignifiant; un dommage plus grand que ce qui pourrait résulter des opérations commerciales normales - à la branche de production australienne produisant des marchandises similaires.

Le gouvernement s'attend que l'existence d'un dommage important, ou de la menace d'un dommage important, sera rarement considérée comme avérée quand la branche de production australienne produisant des marchandises similaires n'a pas subi, ou n'est pas menacée de subir, une diminution "importante" des bénéfices ou quand les importations faisant l'objet du dumping ou du subventionnement ne représentent pas (ou ne menacent pas de représenter) une part suffisante du marché australien pour causer ou menacer de causer un dommage "important", selon la définition du mot "important" donnée ci-dessus. Néanmoins, le gouvernement reconnaît que dans certains cas (rares) il peut effectivement y avoir dommage important ou menace de dommage important même si les bénéfices de la branche de production australienne n'ont pas diminué de façon "importante" et même si les importations faisant l'objet du dumping ou du subventionnement ne représentent qu'une petite partie du marché australien.

L'Inspecteur considérera que les observations précédentes s'appliquent, après ajustement nécessaire compte tenu des circonstances propres à chaque cas, quand il examinera si le dumping ou le subventionnement a entravé de façon "importante" la création d'une branche de production australienne.

Longue période

L'Inspecteur fera en sorte d'interpréter l'expression "longue période", au sens où cette expression est utilisée au paragraphe 12) de l'article 269TAC de la Loi douanière de 1901, de façon à exclure du champ d'application de ce paragraphe les ventes destinées à la consommation intérieure dans le pays d'exportation (ou les ventes de ce pays à un pays tiers) effectuées à un prix inférieur au coût de production et de vente (tel qu'il est défini aux alinéas a) iii) et a) iv) de l'article 269TAC 12)) de ladite

loi) dans des cas où le prix est inférieur au coût de production et de vente uniquement en raison d'événements exceptionnels qui devraient vraisemblablement ne pas se reproduire.

Le gouvernement s'attend que l'Inspecteur n'interprétera que rarement, voire jamais, l'expression "longue période" comme désignant une période inférieure à 12 mois.

Le gouvernement reconnaît cependant que dans certains cas (rares), la "longue période" devra être inférieure à 12 mois s'il est clair pour l'Inspecteur qu'il s'agit de ventes qui n'ont pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales.

Fait le 4 septembre 1990

(Signé)

Ministre d'Etat des petites entreprises
et des douanes